



POLITIQUE



Point sur les résultats provisoires

Le Net fait ses observations, Gerry Taama interpelle l'opposition

Au lendemain de la proclamation des résultats provisoires, de l'élection présidentielle du 22 février 2020, par la Ceni, avec une réélection du président sortant Faure Gnassingbé...

PAGE 11

DOSSIER



Période post-électorale au Togo

Quelle synergie d'actions pour le maintien de la paix ?

Au lendemain de la proclamation des résultats provisoires de la présidentielle, la paix est plus que jamais un comportement citoyen que tout Togolais doit observer. C'est également l'occasion pour tous d'exprimer le désir profond de vivre et d'agir ensemble...

PAGES 6&7

Déchets dangereux

L'Afrique n'est pas la poubelle du monde

La troisième Conférence des parties (COP 3) à la Convention de Bamako a adopté récemment une série de décisions réaffirmant l'engagement des parties à renforcer la convention...

PAGE 10

Scrutin du 22 février

La Cedeao salue la patience, le civisme et la tolérance des Togolais

La mission d'observation de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao), a livré hier à Lomé son verdict sur le déroulement de l'élection présidentielle du 22 février dernier.



PAGE 3



Victoire à la présidentielle 2020

Faure Gnassingbé : « le plus important est devant nous »

Sans surprise, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé l'a emporté lors de l'élection présidentielle du 22 février 2020. Ayant gagné avec le score de 72,36% il n'y avait pas de raison que le champion d'Unir ne célèbre pas sa victoire. Malgré que les résultats aient été proclamés tard dans la nuit de dimanche dernier, Faure Gnassingbé était aux côtés de ses militants pour célébrer sa victoire.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Les observateurs de l'U.A. recommandent aux candidats de recourir aux voies légales

La mission d'observation électorale de l'Union africaine a rencontré la presse nationale et internationale hier à Lomé. Suite à l'élection présidentielle du 22 février dernier, elle a adressé des recommandations au gouvernement, à la Ceni, aux candidats et acteurs politiques et à la société civile. A l'endroit du gouvernement togolais, la mission de l'Union africaine recommande de prendre des mesures nécessaires pour une plus grande participation de la société civile dans l'ensemble du processus électoral. Elle appelle le gouvernement à assurer un meilleur encadrement de la mise en œuvre des contributions prévues par la loi au titre du financement public des campagnes des candidats. A l'intention de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), la mission des observateurs de l'Union africaine recommande la poursuite des interactions avec les candidats et les partis pour renforcer la confiance et l'accès au fichier électoral et le renforcement des capacités du personnel électoral...

PAGE 3

Croissance économique

Le Togo doit maintenir le cap

Le Togo a réalisé beaucoup de prouesses ces dernières années. Ces performances proviennent des réformes menées par le pays. Pour les 5 prochaines années, le gouvernement togolais doit maintenir le cap pour continuer la croissance économique et atteindre les objectifs du pays.



PAGE 5



SOMMAIRE

Cameroun/Droits de l'Homme
Les propos du président Emmanuel Macron qui dérangent Yaoundé



P 4

Décès de l'artiste Omar B
La responsabilité est partagée



P 9

Faune sauvage
Dix nouvelles espèces menacées identifiées



P 10

Echos des bénéficiaires des Produits du FNFI

« J'ai obtenu le crédit AGRISEF et comme vous le voyez vous-même, je suis maître de mon activité »

Dans ce nouveau numéro de "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", Togo Matin nous conduit dans la région des plateaux pour partager les témoignages de Monsieur Dodji AHOUN, bénéficiaire du Produit Accès des Agriculteurs aux Services Financiers (AGRISEF). Plusieurs années après l'obtention de ce crédit adapté au monde agricole, Dodji nous confie que ses activités maraîchères ont pris une autre tournure. Reportage...

A takpamé, région des plateaux. Après une dizaine de minutes sur une piste bordée d'herbes géantes, dans le quartier Agbonou, nous arrivons sur une superficie cultivable de plus d'un hectare. Nous y rencontrons un groupe d'une dizaine de personnes acharnés à leurs activités quotidiennes. Dodji AHOUN, la trentaine, bénéficiaire du Produit Accès des Agriculteurs aux Services Financiers (AGRISEF) est le propriétaire du champ. "Je suis dans ma deuxième année où je bénéficie du Produit Accès des Agriculteurs aux Services Financiers (AGRISEF). De par le passé, j'étais obligé de travailler pour les autres car je n'avais pas assez de moyens pour pouvoir moi-même avoir une superficie et la mettre en valeur. Mais depuis que j'ai obtenu le crédit AGRISEF et comme vous le voyez vous-même, je suis maître de mon activité et je prends mon destin en main."

Les affirmations de notre

interlocuteur confirment bien l'étendue de ses superficies cultivables où nous apercevons des cultures de légumes, de tomate, de chou et de haricot verts...

" Depuis que j'ai eu accès au Produit AGRISEF, personnellement en termes de retombées, je note un impact positif dans l'amélioration de mes conditions de travail ainsi que de nos conditions de vie, ma famille et moi. De par le passé, je n'avais pas de moyens pour me prendre en charge. Maintenant, peu importe le problème auquel je fais face, qu'il soit sanitaire ou alimentaire, ou relatif à la scolarité de mes enfants, quand je n'ai pas encore vendu les légumes, je peux au moins vendre les tomates ou les choux pour faire face à toutes mes difficultés. Je remercie donc l'Etat ainsi que le FNFI qui mettent tout en œuvre pour rapprocher les services financiers des groupes les plus

vulnérables".

Notre agriculteur expérimenté n'ignore pas que la chaîne de l'inclusion financière rime avec remboursement à temps du microcrédit. Et pour lui, pour peu qu'on soit de bonne foi, et que l'on ait bien assimilé la formation en gestion de crédit, la question de remboursement ne devrait plus se poser.

" Personnellement, je me suis bien organisé et je n'éprouve pas de difficultés en ce qui concerne les remboursements de crédits. Je suis conscient que c'est un microcrédit et qu'il ne s'agit pas d'un don. Et les nombreuses campagnes d'information et de communication que font régulièrement le FNFI et les PSF partenaires contribuent à ce que nous remboursons dans les délais."

La finance pour tous, l'initiative a gagné déjà beaucoup de ménages et stimulé l'esprit d'entrepreneuriat dans



plusieurs secteurs d'activités et les effets induits se mesurent positivement partout dans les cinq régions du pays. Les organisations paysannes, les chambres de métiers et les associations coopératives sont mises à contribution pour la pérennisation des effets

positifs. Avec les nouveaux produits autres que les crédits, le FNFI devrait augmenter le nombre de ses bénéficiaires. Avec les chantiers de l'éducation financière et du mobile Banking, plusieurs autres bénéficiaires rejoindront le portefeuille du FNFI.

KD

Ceci est un programme du Secrétariat d'Etat chargé de l'inclusion financière et du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolalkina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yaglia

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... La mission demande également à la Ceni de veiller à un meilleur encadrement légal des mécanismes de procuration, dérogation et omission.

Pour les candidats et acteurs politiques, l'Union africaine recommande de recourir aux voies légales en cas de contestation et de privilégier le dialogue politique en

toutes circonstances pour pérenniser la paix sociale. La mission demande également aux acteurs politiques d'assurer une meilleure formation et représentation de leurs

délegués et militants dans les bureaux de vote. La mission de l'Union africaine invite la société civile à mutualiser les ressources en vue d'une observation optimale des

processus électoraux et la poursuite de l'éducation civique et la sensibilisation citoyenne pour renforcer la participation inclusive.

La rédaction

Victoire à la présidentielle 2020

Faure Gnassingbé : « le plus important est devant nous »

Sans surprise, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé l'a emporté lors de l'élection présidentielle du 22 février 2020. Ayant gagné avec le score de 72,36% il n'y avait pas de raison que le champion d'Unir ne célèbre pas sa victoire. Malgré que les résultats aient été proclamés tard dans la nuit de dimanche dernier, Faure Gnassingbé était aux côtés de ses militants pour célébrer sa victoire.



Faure Gnassingbé juste après l'annonce de sa victoire

A lors qu'il faisait la fête avec ses partisans à son village de campagne

installé au siège du parti, le président togolais a tenu des propos d'une portée très significative

à l'endroit des militants et sympathisants de son parti. Pour Faure Gnassingbé, « c'est le

jour de la démocratie. Le peuple togolais s'est exprimé. Il faut respecter son choix ».

En écoutant ces propos, l'on ne peut pas s'empêcher de penser à la crise politique du 19 août. L'opposition qui avait réussi à drainer des milliers de compatriotes dans les rues de Lomé essentiellement et dans certaines autres villes de notre pays, a conclu que le régime en place était vomi et devait s'en aller. Pendant des mois l'on a assisté à un scénario qui donnait l'impression que Faure Gnassingbé était politiquement fini. Mais c'est à un retournement spectaculaire de situation que l'on a assisté plus tard avec la victoire de son parti aux législatives du 20 décembre 2018 et aux locales du 30 juin 2019.

La victoire à la présidentielle du 22 février dernier est un véritable couronnement pour le chef de l'Etat. Vu l'engouement qu'il y a eu autour de sa candidature jusqu'à sa réélection, il est normal que Faure Gnassingbé demande à ses adversaires dont certains se révèlent être de mauvais perdants, de respecter le choix du peuple. Toutefois, comme il le reconnaît lui-même, « le plus important est devant nous ». En effet, sur le plan social, la demande est forte. Faure Gnassingbé doit donc comme promis consolider son mandat social. D'ailleurs, l'un de ses soutiens, le président du MRC, Abass Kaboua lui a immédiatement demandé de tenir ses promesses.

Edem D.

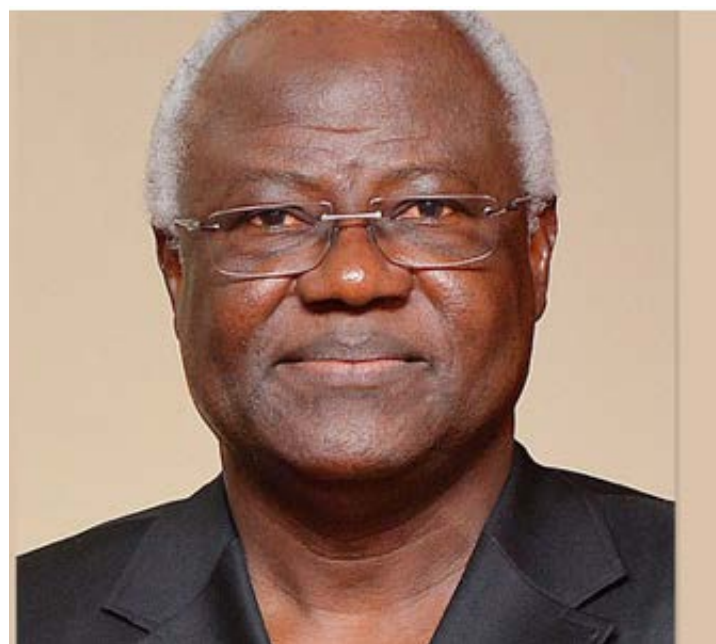
Scrutin du 22 février

La Cedeao salue la patience, le civisme et la tolérance des Togolais

La mission d'observation de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao), a livré hier à Lomé son verdict sur le déroulement de l'élection présidentielle du 22 février dernier.

Le groupe d'observateurs conduit par son excellence monsieur Ernest Bai Koroma, ancien président de la Sierra Leone, affirme que « le processus électoral ayant conduit au scrutin présidentiel du 22 février 2020, s'est déroulé sans incidents majeurs ». Pour l'organisation sous régionale, cette élection constitue une étape importante dans la promotion de la paix et de la démocratie au Togo.

La mission félicite le peuple togolais et le gouvernement pour toutes les dispositions prises pour la réussite de ce processus. D'ailleurs, la Cedeao salue la patience, le civisme et la tolérance



Son excellence monsieur Ernest Bai Koroma, chef de la mission d'observation de la Cedeao

dont ont fait preuve les électeurs le jour du vote.

« La Cedeao demande aux électeurs de maintenir leur

comportement exemplaire, jusqu'à ce que les résultats provisoires soient validés par les autorités compétentes ».

La mission reconnaît que le processus électoral s'est déroulé dans la paix et conformément à la loi électorale et aux lois en vigueur au Togo. Par ailleurs, la mission exhorte tous les acteurs impliqués dans le processus électoral à respecter les

résultats sortis des urnes et proclamés par les institutions compétentes. En matière de règlement des litiges électoraux, la Cedeao exhorte les parties à recourir aux voies légales. La représentation permanente de la Cedeao au Togo observera tous les développements de l'actualité postélectorale jusqu'à la proclamation définitive des résultats.

Edem Dadzie

DIRECT AGENCE
Agence conseil en communication

Vous êtes un annonceur, un privé, une agence conseil en communication ou un homme d'affaires !
Vous avez besoin d'une communication dans le journal Togo Matin ?

Contactez notre régie exclusive
DIRECT AGENCE
Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjole
(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Cameroun/Droits de l'Homme

Les propos du président Emmanuel Macron qui dérangent Yaoundé

Samedi dernier, le président français dénonçait les violations des droits de l'Homme qui seraient perpétrées au Cameroun suite à une opération militaire dans le village de Ntumbo, dans le nord-ouest du pays. Promettant de faire pression sur le pouvoir de Yaoundé, Emmanuel Macron s'est presque rendu coupable d'une « ingérence » qui ne dit pas son nom.



Macron et Biya

« Je vais appeler la semaine prochaine le président camerounais Paul Biya et on mettra le maximum de pression pour que la

situation cesse. Il y a des violations des droits de l'Homme au Cameroun qui sont intolérables, je fais le maximum », a expliqué le

chef de l'Etat français en marge d'une visite au Salon de l'agriculture à Paris, alors qu'il était interpellé sur cette question.

Le 14 février, 23 personnes, dont une majorité d'enfants, sont mortes au cours d'une opération militaire dans le village de Ntumbo, dans le Nord-Ouest du Cameroun, selon l'ONU. Une partie de l'opposition camerounaise, mais aussi de nombreux témoins interrogés par des organisations non gouvernementales (ONG) et les Nations unies ont accusé des militaires camerounais d'avoir perpétré cette tuerie. Le Nord-Ouest et l'autre région anglophone du Cameroun, le Sud-Ouest, sont en proie depuis trois ans à un violent conflit entre l'armée et des groupes séparatistes. Les deux camps sont accusés de crimes et d'exactions contre des civils, par des ONG internationales.

Sans désigner nommément Emmanuel Macron, le gouvernement camerounais

a demandé dans un communiqué « aux pays amis », de ne « point accorder de crédit à des activistes », « au risque d'être piégés et de faire preuve d'une candeur, voire d'une inimitié susceptibles de porter préjudice aux bonnes relations » avec le Cameroun. « Le Cameroun (...) entend rester maître de son destin », a ajouté le ministre de la Communication, René Emmanuel Sadi. La France entretient toujours avec son ancienne colonie, le Cameroun, des relations politiques et économiques fortes. Longtemps considéré comme un havre de stabilité en d'Afrique centrale, le pays dirigé par le président Paul Biya, 87 ans, dont trente-six au pouvoir, fait face depuis les années 2010 à de multiples crises.

T.M. et Le Monde Afrique

Guinée Conakry/Absence de consensus

L'OIF retire son soutien au processus électoral

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a fait savoir lundi qu'elle ne pouvait plus « soutenir le processus électoral » du 1er mars en l'absence d'un consensus national sur le nombre d'électeurs.



Louise Mushikiwabo, secrétaire générale de la Francophonie

La Francophonie aura attendu le dernier moment pour exprimer ses réserves vis-à-vis du processus électoral. Les Guinéens sont en effet invités à voter à la fin de la semaine, dimanche 1er mars, lors d'un double scrutin : les législatives et le référendum constitutionnel.

La secrétaire générale de la Francophonie Louise Mushikiwabo avait envoyé à Conakry une mission d'assistance du 10 novembre 2019 au 7 février afin de procéder à la révision des listes électorales, sur demande de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). En l'absence de révisions du fichier, l'OIF refuse désormais

de soutenir le processus électoral dans son ensemble.

Ce lundi, l'organisation a fait savoir par voie de communiqué ses réserves vis-à-vis du fichier électoral, audité en 2018 par l'OIF, les Nations unies et l'Union européenne. « Il est important de rappeler que le fichier électoral de 2015 comportait 2.490.664 électeurs problématiques qui continuent malgré tout de figurer dans la base de données actuelle », relève l'organisation dans son communiqué. « Au total, il s'avère que 98% de ces 2.490.664 électeurs ne disposent pas de documents permettant leur identification », ajoute le texte.

Prudente, l'organisation indique toutefois que son rôle ne « consistait nullement en une quelconque validation ou invalidation du fichier électoral guinéen ». « Ce n'est pas notre rôle de dire ce que la Guinée doit faire ou ne pas faire », détaille une source de Jeune Afrique au sein de l'organisation. « Nous disons que c'est difficile de continuer à soutenir le processus électoral en Guinée au vu de la confusion qui l'entoure. C'est problématique qu'on ait encore plus de deux millions d'électeurs pas identifiables ou décédés sur les listes. »

Une position de l'OIF que le vice-président de la Ceni, déjà fragilisée par des divisions internes, refuse de voir comme un désaveu. « L'OIF avait uniquement une mission d'assistance technique. Elle n'a pas à soutenir ou non notre processus électoral », tacle Bakary Mankaré, nommé par la mouvance présidentielle.

Jeune Afrique

Egypte/Justice

Deux fils de l'ex-président Hosni Mubarak acquittés

Acquittés par le tribunal pénal du Caire, Alaa et Gamal Mubarak avaient été arrêtés en septembre 2018 dans le cadre de cette affaire de manipulation boursière présumée et libérés sous caution au bout de quelques jours.



Hosni Mubarak, ancien président égyptien

Après la chute de Hosni Mubarak à la faveur du Printemps arabe, plusieurs procédures judiciaires ont été déclenchées contre l'ex-chef de l'Etat, resté 30 ans au pouvoir (1981-2011), et ses proches.

« L'affaire de manipulation boursière » remonte à 2012, quand le procureur général avait déféré tous les suspects devant la Cour pénale « pour obtention illégale de plus de deux millions de livres égyptiennes (118,5 millions d'euros) ».

Le procureur avait accusé Alaa et Gamal Mubarak et leurs coaccusés de « tirer profit de gains financiers illégaux » obtenus par la vente d'une banque, sans les

déclarer en Bourse comme les y obligeait la loi.

Arrêtés en 2011 dans le cadre de différentes affaires, Alaa et Gamal Mubarak ont été placés en détention provisoire à plusieurs reprises, avant de bénéficier de remises en liberté.

Avec leur père, ils avaient été condamnés en mai 2015 à trois ans de prison pour avoir détourné plus de 10 millions d'euros de fonds publics alloués à l'entretien des palais présidentiels. Leurs périodes de détention provisoire avaient couvert cette peine.

Samedi, le verdict de la Cour a mis un terme aux poursuites judiciaires entamées depuis 2011 contre la famille de l'ex-président.

T.M.

Croissance économique

Le Togo doit maintenir le cap

Le Togo a réalisé beaucoup de prouesses ces dernières années. Ces performances proviennent des réformes menées par le pays. Pour les 5 prochaines années, le gouvernement togolais doit maintenir le cap pour continuer la croissance économique et atteindre les objectifs du pays.



Vue partielle de Lomé, la capitale togolaise

Grâce à d'importantes réformes structurelles, le pays affiche aujourd'hui de bonnes performances macroéconomiques et des perspectives de croissance encourageantes.

Selon les derniers chiffres du Fonds monétaire international (FMI), la croissance est passée de 4,9% en 2018 à 5,3% en 2019. Et cette année, elle devrait être de 5,5%.

D'ailleurs, à ce jour, le Togo est le seul pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) à respecter les critères de convergence vers la monnaie unique, l'éco.

Toujours selon le FMI, cette reprise économique est due essentiellement à la réduction significative du déficit budgétaire et de la dette publique, ainsi qu'à la poursuite des réformes structurelles. Et sur ce plan, il y a par exemple, les mesures pour l'amélioration de l'administration des recettes.

A ce titre, l'on peut citer la création et l'harmonisation des numéros d'identification fiscale, les retenues à

la source, les contrôles internes destinés à la lutte contre la corruption ou encore, la réduction des exonérations fiscales.

Dans le même ordre d'idées, il y a l'automatisation des procédures de dédouanement, afin de réduire les possibilités de perte de recettes, tout en améliorant la qualité des services rendus aux usagers du secteur privé.

Des résultats encourageants qui ont incité le FMI à prolonger, en décembre 2019, le mécanisme élargi de crédit conclu avec le Togo en mai 2017. Dénommé « Facilité élargie de crédit », ce mécanisme est destiné à ramener la dette publique à un niveau soutenable, tout en préservant les secteurs sociaux. Il a surtout permis de rétablir les équilibres macroéconomiques.

Ainsi, le ratio de la dette publique par rapport au PIB est passé de 81,6% en 2016 à 68% en 2019. Sur la même période, le déficit budgétaire est quant à lui passé de 9% à 0,8% du PIB - des chiffres très largement en dessous des critères de convergence de

l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa).

Dans la foulée du satisfécit du FMI, la Banque mondiale a octroyé au pays une enveloppe de 150 millions de dollars. Un financement qui doit notamment permettre de réduire le coût de l'électricité, promouvoir les énergies renouvelables, tout en poursuivant l'amélioration de la gestion de la dette et des finances publiques. Selon une étude du ministère français des Finances, au cours des cinq dernières années, la croissance togolaise est restée en-deçà de la moyenne des pays de l'Uemoa, mais elle est bien supérieure à celle de l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne. Cette même étude nous apprend qu'avec un PIB global de 5,3 milliards de dollars américains en 2018, le Togo présente une structure économique réelle dans laquelle le secteur primaire - agriculture, sylviculture, pêche, activités minières... - ne contribue qu'à hauteur de 24,4%.

Quant au secteur secondaire - constitué essentiellement de

l'industrie du ciment, de l'extraction des phosphates et du commerce des boissons - il représente 15,6% du PIB.

Le secteur tertiaire enfin, qui repose surtout sur le commerce, l'activité portuaire ou encore les services bancaires, contribue à hauteur de 43,9% ; le solde est constitué des impôts et autres taxes.

Les réformes engagées par les autorités togolaises et l'amélioration du climat des affaires ont permis au Togo de figurer parmi les pays les plus réformateurs au monde, selon le dernier classement « Doing Business ».

Cependant, une analyse récente de la Banque africaine de développement (BAD), relève le peu de diversification de l'économie togolaise. En plus d'une faible valeur ajoutée manufacturière - estimée en moyenne à 16% du PIB entre 2015 et 2018 - le tissu industriel du pays est très restreint.

Pis, les crédits alloués au secteur agro-industriel sont insignifiants, alors même que l'agriculture est le secteur qui emploie le plus de personnes. L'adoption en mars 2019 du Plan national de développement, destiné à être financé à hauteur de 65% par le secteur privé, pourrait permettre au pays de poursuivre, voire de consolider ses changements structurels. Ce plan s'articule autour de trois grands axes : faire du Togo un hub logistique, transformer les produits agricoles locaux, ainsi que ceux des industries extractives, et enfin, améliorer l'inclusion sociale.

Avec une population estimée aujourd'hui à 7,4 millions d'habitants, et un PIB par habitant d'environ 672 dollars américains, le Togo appartient à la catégorie des pays les moins avancés.

Et malgré une baisse du taux national de pauvreté, qui est passé

de 61,7% en 2006 - un an seulement après l'arrivée au pouvoir du président Faure Gnassingbé - à 55,1% en 2015, la Banque mondiale précise que la pauvreté reste beaucoup trop élevée dans le pays.

Dans les zones rurales, 69% des ménages vivaient en dessous du seuil de pauvreté en 2015. Par ailleurs, les femmes sont les plus vulnérables, car elles ont moins accès aux opportunités économiques. L'absence d'adéquation entre nombre de formations dispensées et les emplois disponibles, entraîne une pression importante sur le marché de l'emploi, en particulier chez les diplômés de l'enseignement supérieur.

En 2017, 53,5% de la population togolaise vivait sous le seuil de pauvreté.

Et selon le Pnud, le Programme des Nations unies pour le développement, « l'économie togolaise est dominée par le secteur informel et l'agriculture, qui représente 41 % du produit intérieur brut et se caractérise par une productivité et une compétitivité faible ainsi que par la pauvreté endémique des agriculteurs (72,6 % en 2015). Les inégalités persistent malgré la réduction du taux de pauvreté [...] »

Dans le rapport 2019 du Pnud sur le développement humain, le pays est classé au 167e rang mondial sur 189.

Malgré ses bons résultats macroéconomiques, le Togo reste confronté à d'importantes faiblesses structurelles telles que l'accès à l'électricité, l'eau, l'éducation de base ou encore l'emploi des jeunes. Le Programme national de développement adopté par le gouvernement en mars dernier, devra en priorité s'attaquer à ces domaines essentiels au bien-être des populations locales.

Avec Republicoftogo.com

Période post-électorale au Togo

Quelle synergie d'actions pour le maintien de la paix ?

Au lendemain de la proclamation des résultats provisoires de la présidentielle, la paix est plus que jamais un comportement citoyen que tout Togolais doit observer. C'est également l'occasion pour tous d'exprimer le désir profond de vivre et d'agir ensemble, unis dans la différence et dans la diversité, en vue de bâtir un monde viable reposant sur la paix, la solidarité, l'harmonie, la tolérance, l'inclusion, la compréhension et la solidarité. Les États ont la mission de continuer à agir en faveur de la réconciliation afin de contribuer à la paix et au développement durable, notamment en collaborant avec les communautés, les chefs religieux et d'autres parties prenantes, en prenant des mesures de réconciliation et de solidarité et en incitant les êtres humains à la responsabilité. Une mission que le président togolais, Faure Gnassingbé et son gouvernement se sont engagés à accomplir pour un Togo uni et apaisé.

Culture de la paix: unis dans la différence et dans la diversité



Faure Gnassingbé et la présidente du Hcrrun

Vivre ensemble en paix, c'est accepter les différences, être à l'écoute, faire preuve d'estime, de respect et de reconnaissance envers autrui et vivre dans un esprit de paix et d'harmonie. Après la seconde guerre mondiale, l'Organisation des Nations unies a été créée avec des objectifs et des principes qui visent surtout à préserver les générations futures du fléau de la guerre. L'un de ces objectifs est de parvenir à une coopération internationale pour résoudre les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire et promouvoir et encourager le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de

race, de sexe, de langue ou de religion. C'est dans cet esprit que de nombreuses autres résolutions ont été adoptées au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Culture de paix », telles que: la résolution 52/15 du 20 novembre 1997, dans laquelle elle a proclamé l'an 2000 Année internationale de la Culture de la paix; la résolution 53/25 du 10 novembre 1998, dans laquelle elle a proclamé la période 2001-2010 Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde; la résolution 71/252 du 23 décembre 2016, sur la suite donnée à la Déclaration et au programme d'action en faveur d'une culture de paix.

Togo: Forum Pacific fait la part belle au vivre-ensemble



Bientôt la cinquième édition du Forum Pacific. La 4ème édition du Forum Pacific s'est tenue 02 mars 2019, à Lomé sous le thème: « Le vivre-ensemble en communauté plurielle: complémentarités et responsabilités ». Organisée par l'association Pacific, cette initiative promeut les valeurs du vivre-ensemble et de la cohésion sociale. « La communauté togolaise est en harmonie avec d'autres communautés vivant au Togo. Elles vivent leur culture, leur culte, leur économie dans une parfaite harmonie. C'est pour conscientiser et sensibiliser davantage sur ce vivre-ensemble que nous organisons ce forum », a expliqué El Hadj Kouko Moitapari, président de l'association Pacific. « Aucune communauté, aucun peuple ne peut vivre en autarcie et penser se développer seul; il faut la contribution des uns et des

autres pour le développement de la communauté », a-t-il ajouté. Cette 4è édition a connu la participation et la contribution de diplomates accrédités au Togo, d'islamologues et d'universitaires. Au menu, deux panels. Le premier est intitulé "La contribution des communautés étrangères dans les pays hôtes". Le second panel a porté sur les valeurs religieuses relatives au vivre-ensemble. L'association Pacific édite un magazine qui entend contribuer à promouvoir les valeurs du vivre-ensemble. Ce magazine compte déjà 12 parutions. En perspective, il est prévu l'organisation du forum à l'intérieur du Togo « pour amener les populations à s'aimer, à s'accepter, à vivre ensemble dans l'harmonie et la paix », a précisé le président de Pacific. L'association est également présente en France.

Source: Manationtogo

Promotion du vivre-ensemble en milieu scolaire

Comment vivre avec l'autre? C'est autour de cette problématique que Café Philo a mobilisé le monde scolaire au Togo.

Portée par l'association togolaise Réseau Pacem in Africa (RPA), cette initiative chaleureusement accueillie dans les lycées du programme



français et togolais, non seulement s'inscrit dans une démarche de démystification de la philosophie, une matière longtemps considérée comme réservée aux seuls initiés, mais aussi et surtout inculque en l'enfant les valeurs de citoyenneté et démocratiques. Présupposant que la conflictualité est consubstantielle aux relations humaines, il convient de définir le paradigme qui sert de « grammaire morale » du lien social. Tel est l'esprit qui soutient cette initiative. Le rejet de l'autre, l'enfermement sur soi, le refus de s'ouvrir à l'autre, l'égoïsme, l'égoïsme, sont autant de vices qui enfouissent les valeurs de l'interaction communicationnelle qui vise l'intercompréhension entre les hommes, la vérité du dialogue étant la responsabilité. Développer l'acceptation de l'autre, la franchise, la sincérité, la légitimité des actes, le dépassement de soi, le décentrement de soi, éviter le déni de la reconnaissance, c'est renouer avec l'homo capax (homme capable) permettant de construire au-delà des déchirures. De Cours Lumière à Canadian High School, le projet emballe. « Agir avec l'autre sans complaisance: Les limites d'une franchise », c'est sous ce thème que le Lycée Cours Lumière a tenu sa deuxième édition qui a mobilisé le 13 février 2019 les élèves et tout le personnel. « C'est avec joie que j'ai accueilli ce deuxième numéro de Café

Philo chez nous. Tout ce qui peut amener la culture dans l'établissement, c'est pour moi une joie partagée. C'est une occasion d'amener les enfants à réfléchir par eux-mêmes et à s'imprégner des valeurs de dialogue, de discussion dans leur vie quotidienne, à l'école ou dans leurs familles », s'est réjoui Aimée Mino-Mato, fondatrice de Cours Lumière qui appelle les hommes à s'accorder par la raison et à sortir de l'état de violence par l'intercompréhension. Et le chemin, c'est de faire sienne l'éthique de la discussion. Le 21 février 2019 à Canadian High School, en plus du personnel et des élèves, les parents aussi s'étaient mobilisés à l'occasion de la rencontre axée sur le thème « Agir et sentir avec l'autre: les affects du vivre-ensemble et la raison publique ». « J'ai trouvé l'initiative très intéressante, surtout que cela a permis aux gens de participer librement au débat. Pour moi, le thème me ramène au vouloir vivre-ensemble. Agir avec l'autre, c'est d'abord se connaître soi-même et savoir ensuite qu'on a une personne en face de soi ; il faut connaître sa valeur et celle de l'autre, reconnaître les différences qui existent entre nous, les accepter et avancer pour mener un vivre-ensemble apaisé et se dire que chacun peut apporter quelque chose. L'intérêt aussi, c'est d'amener les enfants à débattre et à réfléchir par eux-mêmes et à

pouvoir discuter en interaction avec les parents et aussi les amis, à accepter la différence et à agir avec l'autre surtout », a

indiqué Mme Armelle Amegbée, directrice du lycée canadien de Lomé.

Source: IciLomé

Faure Gnassingbé, l'homme d'Etat qui a toujours parlé de la paix avec la classe politique



Des acteurs politiques regroupés au sein de la coalition des partis politiques de l'opposition togolaise, ont été reçus en audience, le 20 mars 2019 à leur demande, par le président Faure Essozimna Gnassingbé, à la présidence, en vue d'échanger sur des sujets d'intérêt national. Conduite par Antoine Folly de UDS-Togo, la délégation était composée de Dodji Apevon du parti FDR, professeur Komi Wolou du PSR, professeur Aimé Gogué de l'Addi, Sambiri Targone du parti DSA et de Pascal Adoko de la CDPA. Les entretiens ont notamment porté sur des questions d'intérêt national au nombre desquelles, les mesures d'apaisement, la poursuite des réformes constitutionnelles et institutionnelles, les futures échéances électorales et la culture d'un climat de paix. Le président de la République a invité ses pairs à s'engager davantage pour l'enracinement de la démocratie et la consolidation de la paix dans notre pays. Dans un monde où nous nous retrouvons régulièrement

témoins de tensions, d'actes de haine, du rejet des autres et de discriminations, la quête de la paix et la volonté de vivre ensemble en harmonie sont plus fondamentales que jamais. L'Unesco, et l'Organisation des Nations unies dans son ensemble, s'emploient quotidiennement à doter les populations des moyens d'instaurer la paix, non seulement parce que la paix est l'un des principaux objectifs du Programme 2030, mais aussi parce qu'il s'agit d'une condition préalable au développement durable et au bien commun. La paix n'est pas simplement l'absence de conflits, mais est un processus positif, dynamique, participatif qui favorise le dialogue et le règlement des conflits dans un esprit de compréhension mutuelle et de coopération. Il importe donc de respecter et de comprendre la diversité des religions et des cultures dans le monde, de préférer le dialogue et la négociation à l'affrontement et de s'entraider.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

ACHETEZ & LISEZ désormais

tm togomatin

sur **MON KIOSK.com** ou sur le portail **Lome.com**

www.monkiosk.com www.alome.com

Méditations du jour

Mathieu 5 : 38 a 48

Vous avez appris qu'il a été dit: Œil pour œil et dent pour dent. Mais moi je vous dis de ne pas résister au méchant. Si quelqu'un te gifle sur la joue droite, tends-lui aussi l'autre. Si quelqu'un veut te faire un procès et prendre ta chemise, laisse-lui encore ton manteau. Si quelqu'un te force à faire un kilomètre, fais-en deux avec lui. Donne à celui qui t'adresse une demande et ne te détourne pas de ce qui veut te faire un emprunt. Vous avez appris qu'il a été dit : 'Tu aimera ton prochain et tu detesteras ton ennemi.' Mais moi je vous dis : Aimez vos ennemis, bénissez ceux qui vous maudissent, faites du bien à ceux qui vous détestent et priez pour ceux qui vous maltraitent et qui vous persécutent. Afin d'être les fils de votre Père céleste. En effet il fait lever son soleil sur les méchants et sur les bons, et il fait pleuvoir sur les justes et sur les injustes. Si vous aimez ceux qui vous aiment, quelle récompense méritez-vous? Les collecteurs d'impôt n'agissent-ils pas de même ? Et si vous saluez seulement vos frères, que faites vous d'extraordinaire ? Les membres des autres peuples n'agissent-ils pas de même ? Soyez donc parfaits comme votre Père céleste est parfait.

Ceux qui sont morts hier avaient des plans pour ce matin, et ceux qui sont morts ce matin avaient des plans pour ce soir. Ne prend rien pour acquis. En un clin d'œil, tout peut changer. Alors pardonne et aime de tout ton cœur car tu ne sais jamais si tu auras le temps de le faire encore une fois. C'est notre pensée pour vous ce matin. Excellente journée à tout le monde

Blague

Un gars a publié: pourquoi les femmes ferment leurs jambes quand elles s'assoient?
-Une go a commenté: Nous les fermons pendant la journée et les ouvrons la nuit...on ne peut pas les ouvrir 24h/24. Nous ne sommes pas des stations à essences

Photo du jour



Commentez la photo ci-dessus

**Pharmacies de garde de Lomé
Du 17 au 24 Février 2020**

ST RAPHAEL	ATIKPODJI	22 21 84 26
STE RITA	DOULASSAMÉ	22 20 90 16
ETOILES 10 AV. N. MARCHE		22 21 88 47
OCAM	RUE DE L'ENTENTE	22 21 62 05
AMESSIAME-BE	BÈ	96 32 97 60
EMMANUEL	KODJOVIKOPÉ	22 21 30 98
SOURCE DE VIE	PROTESTANT	22224571
MAIRIE	FACE MAIRIE	22 21 26 39
PATIENCE	TOKOIN GBADAGO	22 21 60 94
ISIS	AVENUE JEAN PAUL	70 44 83 87
YEM-BLA	258 AV. AKEÏ	22 26 76 51
FRATERNITE	SAINT JOSEPH	22 26 81 55
CITRUS	ATTIÉGOU	70 44 59 24
SANTA MADONNA	KÉGUÉ	70 01 03 03
MISERICORDE	BÈ-KPOTA	23 38 47 62
MAËLYS	BÈ KPOTA	22 27 60 19
BETHEL	ADIDOGOMÉ	22 25 23 70
DES ECOLES	ADIDOGOMÉ	22 51 75 75
HOSANNA	SAGBADO	22 51 50 49
DE LA VICTOIRE	AVÉDJI	70 45 74 92
DU POINT E	GAKLI	22 51 91 71
CONFIANCE	FACE GTA	22 42 43 81
LE GALIEN	D'ADIDOADIN	22 51 71 71
VOLONTAS DEÏ	AVÉDJI,	70 42 23 60
VITAFLORE	AGOÈ	70 40 22 86
ORCHIDEE	LEO 2000	22 51 30 40
AGOÈ-NYIVE	D'AGOÈ-NYIVÉ	22 25 83 38
SHALOM	AGOÈ-CACAVELI	22 51 87 60
LA MAIN DE DIEU	AGOÈ	93 40 21 21
SATIS	AGOÈ-LOGOPÉ	70 44 85 17
A DIEU LA GLOIRE		93 26 36 00
TAKOE	CAP DE ZONGO	22 34 03 42
SANGUERA	SANGUERA	70 42 80 80
GANFAT	AGOÈ DALIKO PRÈS DU	
CARREFOUR EDEM	CAMP GP	22 55 08 15
LA FLAMME D'AMOUR		70 45 70 14
LE DESTIN	BAGUIDA	70 41 15 41

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaas; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30
 AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 7919
 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60
 GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com
 Larry Event Day (LED)
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
 Communication, Location d'espaces
 Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
 RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919
 COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine); Tél: 90 15 39 87
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
 Tél: 22 40 04 99

Décès de l'artiste Omar B

La responsabilité est partagée

Avant que la triste nouvelle du décès du regretté Ahiangban Omar alias « Omar B » ne vienne ébranler le monde du showbiz togolais, il n'y avait rien de si spécial à signaler. Si ce n'est quelques sorties de singles ou encore d'albums. Bien que « Omar B » soit très vite inhumé parce qu'il est musulman; son décès reste en ce moment la grande actualité. « Omar B » reste au cœur de tous les débats. Les hommages « posthumes » sont déjà enclenchés. A ce moment, que fait-on des artistes vivants ?

Et si on se permettait de rêver une minute ? Supposons que le regretté « Omar B » s'en était sorti vivant. Combien de personnes le soutiendraient ? Ne préférons-nous pas plutôt faire usage des mots « Rest In Peace (RIP) » ? Selon Dieudonné Kevin alias DDK, la culpabilité de la mort d'Omar B est à partager par tous sans exception. « Nous, en tant que population togolaise consommatrice gratuite de la musique d'Omar B, le gouvernement ou n'importe quelle autre institution, avons contribué d'une manière ou d'une autre à infliger cette peine intérieure qui a causé la mort subite de notre frère artiste Omar B », a-t-il affirmé.

Il a sans doute raison. Le Togolais a cultivé une forme d'hypocrisie et de cruauté qui ne dit pas son nom. Entre-temps c'est

une affaire de cachet qui a révélé ce qui se passe réellement au sein de la musique togolaise. En réalité, il y a une division sans précédent dans le monde du showbiz togolais. Chacun voit le mal au travers de l'autre. Le pire, on ignore toujours ce qui est à la base des zizanie au sein du showbiz au Togo. Le décès tragique vient révéler de plus belle la face du showbiz togolais. Fallait-il qu'il meure pour une prise de conscience ? Etant donné que sa mort est une réalité irréversible, quelle serait la prochaine étape ? Faut-il un autre décès pour montrer au monde le peu d'amour qui reste à l'égard des acteurs du monde culturel dans notre pays ? Abordant toujours le décès tragique de la star togolaise, le promoteur culturel Dieudonné Kevin dit ceci : « Il avait juste besoin de notre attention,

un peu d'amour (...) regarder comment nous lui avons tous tourné le dos à une époque donnée. Simplement parce que c'est l'habitude du Togolais ».

« B » était l'un des meilleurs artistes de sa génération. Cependant, « Omar B » ne résumait pas à lui seul la musique togolaise. Pendant la sortie de son troisième album « Me, Myself and I », selon les indiscretions, « Omar B » avait pleuré. Délaissé au point que lui-même était là pour lui-même.

Il aurait révélé pour la première fois, le 06 décembre 2019, ce qu'on lui faisait subir dans l'arène musicale. « J'ai été trahi, insulté et boycotté 7 ans durant », avait déclaré « Omar B ». Et, pourtant personne ne s'est vraiment senti interpellé par cette déclaration jusqu'à ce qu'il ne perde la vie.

Les autres artistes qui



Omar B

seraient boycottés tout comme le feu « Omar B » qu'on ignore encore, quel sort leur est réservé ? Parce que si dans le showbiz on a pu trahir, insulter et

boycotter un talentueux de son temps comme « B », qu'en est-il des autres artistes ? Alors qui pour sauver le showbiz togolais ?

Nadia Edodji

Lire

« **Crime et châtiment** » de Fiodor Dostoïevski. Ed Beq. Pp 19-21

« ...Un rouble et demi ! se récria le jeune homme. À prendre ou à laisser. La vieille lui rendit la montre. Le jeune homme la prit et, dans son irritation, il s'apprêtait à partir, mais il se ravisa aussitôt car la vieille usurière était sa dernière ressource et, d'autre part, il était venu pour tout autre chose. "Donnez", fit-il grossièrement. La vieille prit ses clefs dans sa poche et passa dans

la pièce voisine. Resté seul le jeune homme se mit à réfléchir, l'oreille aux aguets : il tirait ses conclusions. On entendait ouvrir la commode, sans doute le tiroir supérieur, se dit-il. Elle tient donc ses clefs dans sa poche droite... Un seul trousseau accroché à un anneau d'acier, il y en a une qui est plus grosse que les autres avec un panneton dentelé, celle-là n'ouvre sûrement pas la commode. C'est donc qu'il existe encore un coffret ou un coffre-fort. Les clefs des coffres-forts ont généralement cette forme... Ah ! tout cela est ignoble. » La vieille

reparut. Voilà, mon jeune ami, à dix kopecks par mois pour un rouble, cela fait quinze kopecks pour un rouble et demi, et pour un mois d'avance ; en plus, pour les deux anciens roubles, je dois compter encore vingt kopecks d'avance, ce qui fait en tout trente-cinq kopecks. Vous avez donc à toucher sur votre montre un rouble quinze kopecks. Tenez ! Comment ! C'est devenu un rouble quinze à présent ? Par-fai-te-ment. Le jeune homme ne voulut point discuter et prit l'argent. Il regardait la vieille et ne se pressait pas de partir ; il paraissait désireux de dire

ou de faire quelque chose, lui-même sans doute ne savait quoi au juste. Il se peut, Alena Ivanovna, que je vous apporte bientôt un autre objet en argent... très beau... un porte-cigarettes... dès qu'un ami, à qui je l'ai prêté, me l'aura rendu... Il se troubla et se tut. Eh bien, nous en causerons à ce moment-là, mon ami. Adieu donc... Et vous êtes toujours seule chez vous, votre sœur n'est jamais là ? demanda-t-il du ton le plus dégagé qu'il put prendre en pénétrant dans le vestibule. Mais que vous importe ? Oh ! je disais ça comme ça... et vous, tout de suite, vous...

Adieu, Alena Ivanovna. Raskolnikov sortit, l'âme pleine d'un trouble qui ne faisait que grandir. En descendant l'escalier, il s'arrêta à plusieurs reprises, saisi par une émotion soudaine. Enfin, aussitôt dans la rue, il s'écria : Oh ! Seigneur, que tout cela est répugnant ! Se peut-il que moi... non ce sont des bêtises, des absurdités, ajouta-t-il d'un ton résolu. Comment une chose si monstrueuse a-t-elle pu me venir à l'esprit ? De quelle infamie suis-je capable ! Au fond, tout cela est dégoûtant, ignoble, affreux !... »

africa

www.africardv.com

Rdv

L'Afrique, par des Africains, dans une perspective africaine

Faune sauvage

Dix nouvelles espèces menacées identifiées

La treizième session de la Conférence des Parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (COP13 de la CMS) s'est terminée samedi à Gandhinagar, en Inde, avec l'adoption de plusieurs décisions importantes pour répondre aux besoins de conservation des espèces migratrices du monde entier et faire face aux menaces qui pèsent sur elles.

La Cop13 de la CMS a été la première d'une série de réunions internationales liées à la nature qui se tiendront en 2020 et se termineront par la Conférence des Nations unies sur la diversité biologique à la fin de cette année. À l'issue de cette rencontre, la nouvelle stratégie mondiale de la biodiversité sera adoptée pour la prochaine décennie.

Dix nouvelles espèces ont été ajoutées aux annexes de la CMS lors de la Cop13. Sept espèces ont été inscrites à l'Annexe I qui offre la protection la plus stricte : l'éléphant d'Asie, le jaguar, l'outarde de l'Inde, l'outarde du Bengale, l'outarde canepetière, l'albatros des antipodes et le requin océanique.

L'urial, le requin-marteau commun et le requin-hâ

ont été inscrits à l'Annexe II, qui énumère les espèces migratrices ayant un état de conservation défavorable et pouvant bénéficier d'une coopération internationale renforcée et d'actions de conservation. De nouvelles actions concertées étendues assorties de plans de conservation ciblés ont été convenues pour 14 espèces.

Adoption de la Déclaration de Gandhinagar

La Cop13 de la CMS a également adopté la Déclaration de Gandhinagar, qui demande que les espèces migratrices et le concept de « connectivité écologique » soient intégrés et hiérarchisés dans le nouveau Cadre qui devrait être adopté lors de la Conférence des Nations unies sur la diversité biologique en octobre.

Le tout premier rapport

sur l'État de conservation des espèces migratrices, présenté à la COP13 de la CMS, montre que, malgré certaines réussites, les populations de la plupart des espèces migratrices couvertes par la CMS sont en déclin. La Cop13 a convenu qu'un examen plus complet devra être entrepris pour mieux comprendre l'état de conservation de certaines espèces et les principales menaces auxquelles elles sont confrontées.

La Cop13 a également convenu d'un certain nombre de mesures politiques transversales pour lutter contre les menaces pesant sur les espèces migratrices. Il s'agit d'intégrer les considérations relatives à la biodiversité et aux espèces migratrices dans les politiques nationales en matière d'énergie et de climat et promouvoir les énergies renouvelables respectueuses des espèces sauvages, renforcer les initiatives visant à lutter contre l'abattage, le prélèvement et le commerce illégaux des oiseaux migrateurs, atténuer



L'éléphant d'Asie, l'une des dix espèces menacées

les effets des infrastructures linéaires telles que les routes et les chemins de fer sur les espèces migratrices.

Il faudrait aussi lutter contre l'utilisation non durable de la viande d'animaux sauvages aquatiques, entreprendre un examen des niveaux de prises accessoires de requins et de raies, et poursuivre la mise en œuvre de mesures d'atténuation des prises accessoires de mammifères marins dans les opérations de pêche nationales, approfondir notre compréhension de l'importance de la culture et de la complexité sociale des animaux pour la conservation des espèces menacées.

Enfin, il est primordial d'étudier

le commerce éventuel des espèces inscrites à l'Annexe I de la CMS et ses conséquences sur leur état de conservation. Trois ambassadeurs de la CMS ont été nommés lors de la relance du programme des ambassadeurs de la CMS : le défenseur de l'environnement Ian Redmond (pour les espèces terrestres), l'exploratrice et environnementaliste Sacha Dench (pour les oiseaux) et l'acteur indien et militant écologiste Randeep Hooda (pour les espèces aquatiques). Ils aideront à faire prendre conscience de l'important travail de la CMS et du sort des espèces migratrices.

Source : Nations unies

Déchets dangereux

L'Afrique n'est pas la poubelle du monde

La troisième Conférence des parties (Cop 3) à la Convention de Bamako a adopté récemment une série de décisions réaffirmant l'engagement des parties à renforcer la convention qui vise à empêcher le rejet de déchets dangereux non désirés sur le territoire des pays africains et de promouvoir une gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets produits sur le continent.

Les parties ont réaffirmé leur engagement à prendre des mesures concrètes pour mettre en œuvre les décisions adoptées lors des première et deuxième Cop de la Convention de Bamako. Elles se sont également mises d'accord sur l'adoption d'un barème commun pour augmenter leurs contributions financières à la Convention. Les parties ont en outre invité les États africains qui n'ont pas encore ratifié la Convention à le faire. Les normes strictes relatives à la collecte, au traitement et à l'élimination des déchets municipaux et industriels dans les pays développés ont entraîné l'exportation et le trafic illégaux de déchets dangereux vers l'Afrique où leur élimination est bon marché, souvent faite sans aucun traitement.

La Convention de Bamako

interdit le déversement et l'incinération de déchets dangereux dans les eaux intérieures et les océans, encourage le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux en Afrique et cherche à garantir que l'élimination des déchets est effectuée de manière écologiquement rationnelle.

« Les pays africains sont confrontés à une exposition accrue aux produits chimiques en raison de la croissance du commerce mondial de ces produits, de l'évolution des modes de production et de la délocalisation prévue de la production chimique des pays développés vers les pays en développement. La santé humaine est intimement liée à l'état de l'environnement, » a dit Arlette Soudan-Nonault, ministre du Tourisme et de l'Environnement de la République du Congo.

« Avec l'engagement et les



Des déchets dangereux

actions concrètes de tous et de chacun, je suis sûre que nous pourrions relever le défi de la mise en œuvre de la Convention de Bamako », a-t-elle ajouté. S'adressant aux parties lors du segment de haut niveau par le biais d'un message vidéo, Inger Andersen, directrice exécutive du Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue), a déclaré que la coopération régionale est l'un des outils les plus puissants dont les pays disposent face à l'urgence climatique mondiale.

« Cette année et cette décennie sont cruciales pour notre avenir collectif. En cette super année pour la nature et décennie d'action pour atteindre les ODD, nous disposons d'une réelle opportunité pour

inverser la dégradation de nos écosystèmes et enrayer la perte de la biodiversité. Relever le défi des déchets et des produits chimiques dangereux fait partie de la grande solution », a-t-elle ajouté.

Les parties ont également convenu de renforcer la collaboration et de créer davantage de synergies entre la Convention de Bamako et les conventions liées de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm. « Compte tenu de la similarité des défis auxquels sont confrontés les pays africains, il convient d'explorer les moyens d'accroître les synergies entre la Convention de Bamako et les Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, notamment pour atteindre les

objectifs de développement durable », a déclaré Rolph Payet, secrétaire exécutif des Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm. La conférence a également pris acte de la liste actualisée des substances dangereuses et a encouragé les parties à y recourir pour élaborer leur plan national de mise en œuvre de la Convention de Bamako.

La République du Congo prend la relève de la République de Côte d'Ivoire et assurera les fonctions de la présidence ces deux prochaines années. Le Bureau de la Convention comprend la République du Congo (président), le Rwanda (1er vice-président), l'Égypte (2e vice-président), le Niger (3e vice-président) et le Zimbabwe en tant que rapporteur.

Créée en 1991, la Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique est entrée en vigueur en 1998. 29 des 54 pays africains ont ratifié la Convention.

Source : Programme des Nations unies pour l'environnement

Point sur les résultats provisoires

Le Net fait ses observations, Gerry Taama interpelle l'opposition

Au lendemain de la proclamation des résultats provisoires, de l'élection présidentielle du 22 février 2020, par la Ceni, avec une réélection du président sortant Faure Gnassingbé (1 938 889 voix soit 72,36%), le parti Nouvel engagement togolais (Net) a fait une sortie médiatique. Gerry Taama et son parti ont tenu une conférence de presse hier 23 février 2020 à Lomé au cours de laquelle ils se sont prononcés sur les résultats provisoires du scrutin. Ainsi le parti vert a fait trois grandes observations. Le Net s'étant retiré de la course avant le coup d'envoi, son président s'est offert le créneau d'expliquer les vraies raisons. Il a également donné son opinion sur les résultats et la santé de la classe politique de l'opposition.



Les cadres du Net avec Gerry Taama (au milieu) lors de la conférence

À travers une déclaration liminaire, le Nouvel engagement togolais (Net) a donné sa position vis-à-vis des résultats provisoires du scrutin. En effet, le parti parlementaire dispose d'un représentant à la Ceni et

pendant cette élection, il a été présent au niveau des 5 régions du pays, soit dans 26 Celi avec 5895 membres de bureau de vote sur les 9389 au total, correspondant à 62% de couverture nationale. A l'issue de ses recouvrements des

états de ses 26 points focaux, le Net fait trois observations:

« En dehors de quelques incidents isolés rapidement réglés par les responsables des Celi, le vote s'est déroulé dans le calme, en accord

avec le code électoral. Le matériel de vote est arrivé à temps. Par ailleurs, on note dans beaucoup de bureaux de vote, l'absence des délégués de certains candidats. Sur l'ensemble de nos Celi, cette absence oscille entre 40 et 50%. Les résultats tels que proclamés par la Ceni sont conformes aux PV des Celi que nous avons recueillis dans notre centre de monitoring. Cependant, n'étant pas candidats, nous n'avons pas fait de compilation par bureau de vote, même si tous ces PV sont disponibles chez nos membres de bureau de vote. Les recours devraient emprunter les voies légales afin de permettre aux populations togolaises et à l'opinion internationale de se situer définitivement sur la vérité des urnes. Toute démarche sortant de ce cadre républicain n'aura pas l'appui du Net qui tient ses PV à la disposition de tout candidat qui souhaiterait en faire usage », a déclaré Gerry Taama, président national du Net.

En ce qui concerne la non-participation du Net à l'élection présidentielle, « Nous reconnaissons que nous ne disposons pas assez de ressources financières, surtout pour faire véritablement face à cette élection et au candidat

Faure Gnassingbé qui pour une première fois, a mené une campagne non-stop du premier au dernier jour. Nous avons été simplement stratégiques en misant sur les élections régionales prochaines car nous avons plus de chances de nous enraciner sur le terrain puisqu'à la présidentielle, quand tu n'es pas premier, tu rentres bredouille. Il nous est complexe d'affirmer que nous pourrions faire mieux que ceux qui y ont participé », a répondu Gerry Taama. « Félicitations à Agbéyomé Kodjo qui a réussi à renverser la tendance et le classement au sein de l'opposition. Qui aurait cru que l'ANC finirait avec moins de 5% de voix et Unir plus de 72% ? Personne. C'est un message que le peuple togolais a envoyé à nous de l'opposition. Il faut laisser la place aux jeunes pour faire autrement la politique. Et surtout chercher l'argent pour peser dans la balance électorale. En tout cas c'est l'objectif du Net pour les régionales et revenir en 2025 », a souligné Gerry Taama.

Plus que 5 jours sur 6 pour que la Cour constitutionnelle se saisisse des résultats provisoires pour procéder à la proclamation définitive.

Attipoe Edem Kodjo

ACHETEZ & LISEZ désormais



SUR

MONKIOSK.com

OU

sur le portail

Lome.com

www.monkiosk.com

www.alome.com

CORIS PROTECT

UNE ASSURANCE PREVOYANCE*
à seulement **1 000** FCFA/MOIS



*OFFRE SOUMISE À CONDITIONS

- Frais médicaux en cas d'accident;
- Indemnité en cas de décès toutes causes;
- Indemnité en cas d'invalidité absolue suite à une maladie ou un accident.

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

